ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Soutien à l’Ukraine

Question au Gouvernement n° 405

Texte de la question

SOUTIEN À L'UKRAINE

Mme la présidente . La parole est à M. Frédéric Petit.

M. Frédéric Petit . Lundi prochain, cela fera trois ans, jour pour jour, que la fédération de Russie a envahi l'Ukraine, avec une violence aveugle et totalement irresponsable. Depuis 2014, l'Ukraine a été agressée, amputée et dépecée. On dénombre plus d'un million de blessés et de morts ainsi que, sans doute, 20 000 enfants déportés et « russifiés » de force. Le 24 février 2022, je partageais ici même à la tribune la conviction que cette confrontation militaire revêtait un caractère existentiel pour l'Europe ; je suis toujours de cet avis. Entre la fédération de Russie et nous, deux modèles de relations entre les peuples s'affrontent. L'un est fondé sur la force et sur la réalité mouvante des espaces et des ethnies – le fameux *rousski mir*, le monde russe, qui permet tous les abus de l'impérialisme. L'autre, européen, se fonde sur la construction patiente du droit.

Aujourd'hui, de l'autre côté de l'Atlantique, un modèle transactionnel défendu par le président Trump emprunte la même violence, pour l'instant verbale : extraterritorialité, négation du droit international, deals permanents, mépris des institutions internationales, j'en passe. Le discours de J. D. Vance à Munich confirme cette dérive des Américains, que nous considérons toujours comme des alliés. Il fait écho au discours de Vladimir Poutine tenu à Munich, en 2007, et dessine un parallèle : comme en 1938, toujours à Munich, les démocrates doivent dire non.

En ce triste anniversaire, je me rendrai à Kyïv, avec des élus de différents pays européens, ainsi qu'à Jytomyr, à Semenivka et à Tchernihiv, pour observer notre coopération civile sur le terrain. La France et l'Union européenne sont en retard en Ukraine. Si les États-Unis venaient à lâcher cette dernière en la livrant à un deal injuste et court-termiste, nous ne serions pas prêts, alors que nous devons être à la hauteur du moment. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le sommet d'hier a-t-il posé les premières pierres d'un réveil français et européen, pour la sécurité des Ukrainiens et pour la nôtre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur plusieurs bancs des groupes EPR, SOC et HOR. – Mme Sandrine Rousseau, M. Jérémie Iordanoff et M. Jean-Louis Thiériot applaudissent aussi.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l’Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l’Europe et des affaires étrangères .* Permettez-moi de vous remercier pour votre déplacement à venir à Kyïv, en Ukraine, pays que vous connaissez bien. D'autres parlementaires le feront également : au nom du gouvernement je les en remercie. Ces visites sont une marque de soutien au peuple ukrainien, soumis depuis trois ans à une guerre d'agression brutale, illégale et injustifiable, dont le coût humain est incalculable. Je veux, avec vous, m'indigner face au sort des enfants ukrainiens, arrachés à leur famille, déportés, rééduqués dans des centres ou dans des camps en Russie et en Biélorussie – cela vaut à Vladimir

Poutine un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crime de guerre.

Ces déplacements seront également l'occasion de rappeler que le combat des Ukrainiens est aussi le nôtre. Ce qui est en jeu sur la ligne de front, ce n'est pas simplement l'intégrité territoriale de l'Ukraine, c'est aussi la perspective de la paix ou de la guerre sur le continent européen. Vous l'avez dit : il est temps que l'Europe se réveille et prenne la mesure des menaces qui sont devant elles. Tous nos partenaires se sont-ils réveillés à la même vitesse que nous ? La réponse est non, je crois que tout le monde peut le reconnaître. Cependant, je ne crois pas qu'il reste encore un Européen pour considérer que nous ne devons pas prendre une part beaucoup plus importante qu'auparavant à notre défense.

C'est pourquoi, dans ce moment charnière pour le continent, l'Europe doit faire un grand bond en avant pour assurer sa propre sécurité, et se révéler pour ce qu'elle est : une grande puissance. C'était l'objet de la rencontre d'hier, à l'initiative du président de la République, qui a permis d'affirmer de manière unitaire plusieurs principes clairs, en particulier le suivant : pas de négociation sur l'avenir de l'Ukraine sans les Ukrainiens, pas de négociation sur l'avenir de l'Europe sans les Européens. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur plusieurs bancs des groupes EPR, SOC, HOR et LIOT. – M. Michel Herbillon applaudit aussi.)*

Données clés

Auteur : M. Frédéric Petit
Circonscription : Français établis hors de France (7e circonscription) - Les Démocrates
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 405
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères
Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 19 février 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 février 2025